

REPÈRES

* Les financeurs des aides à l'autonomie

Plusieurs financeurs publics contribuent aux politiques d'aide à l'autonomie des personnes âgées et handicapées :

L'État finance les ressources d'existence des personnes handicapées (allocations aux adultes handicapés, pensions militaires d'invalidité), les dispositifs d'incitation à l'activité professionnelle pour les personnes handicapées (établissements et services d'aide par le travail, ateliers protégés) et les dispositifs d'aide à l'intégration scolaire. Il intervient en outre par des aides fiscales en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées (bénéficiaires de la carte d'invalidité, employeurs d'aides à domicile...). Le montant total des crédits consacrés par l'État à ces actions est estimé à 14,4 Md€ en 2012.

Les régimes de sécurité sociale : l'assurance maladie finance les établissements et services médico-sociaux, dont les crédits sont gérés par la CNSA, ainsi que les pensions d'invalidité ; la CNAF finance l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et l'allocation de présence parentale. Les régimes de retraite disposent d'un budget d'action sociale pour financer des dépenses extralégales (frais de transport, aide ménagère, aide à l'investissement...). Les régimes y ont consacré 26,2 Md€ en 2012.

Les départements, responsables de la planification de l'offre de structures à destination des personnes âgées et handicapées, financent les prestations individuelles (allocation personnalisée d'autonomie – APA – et prestation de compensation du handicap – PCH) et le fonctionnement des établissements non médicalisés ; l'aide sociale finance les coûts d'hébergement en établissement ou l'aide ménagère. Le montant total de ces dépenses s'élève à 11,2 Md€ en 2012.

La CNSA, garante de l'égalité de traitement sur le territoire national, répartit les crédits de l'assurance maladie dédiés aux établissements médico-sociaux que son budget vient d'ailleurs abonder grâce notamment aux recettes de la contribution solidarité pour l'autonomie, et contribue au financement des prestations individuelles, à travers un concours aux conseils généraux, et au fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées. Le montant des dépenses de la CNSA financées par ses ressources propres était de 3,6 Md€ en 2012. Avec notamment l'apport de l'ONDAM médico-social à hauteur de 16,5 Md€, elle gère au total un budget de 20,5 Md€.

L'AGEFIPH finance les aménagements de postes de travail pour les travailleurs handicapés dans les entreprises et les dispositifs d'accompagnement vers le retour à l'emploi (Cap emploi, formations...). Ces dépenses se sont élevées à 450 M€ en 2012. **Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique** fait de même pour les trois fonctions publiques.

*Source des données :
PQE Invalidité et dispositifs gérés par la CNSA
annexe 1 de la LFSS 2014.*

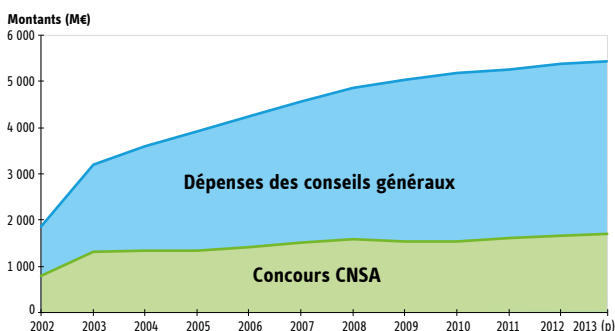
REPÈRES

* Les dépenses liées aux prestations individuelles

L'APA et la PCH sont versées aux personnes bénéficiaires par les départements qui en assurent le financement. Ceux-ci reçoivent une compensation à travers un concours national financé aujourd'hui par la CNSA.

Dépenses d'APA

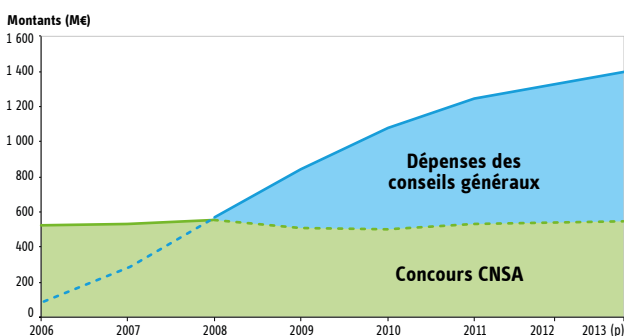
Évolution des dépenses d'APA et du concours FFAPA (Fonds de financement de l'APA) puis CNSA depuis 2002 (en M€)



Source : CNSA.

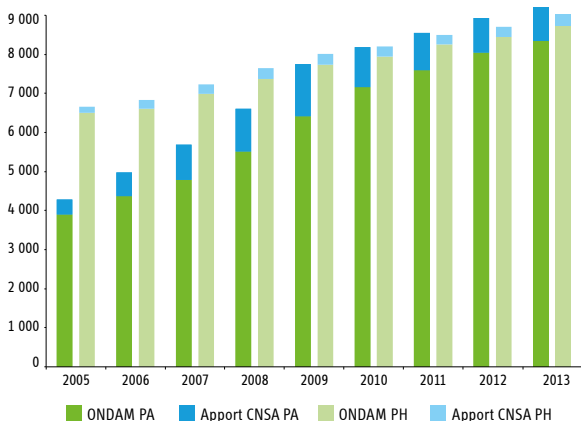
Dépenses de PCH

Évolution des dépenses de PCH nettes de la diminution des dépenses d'ACTP et du concours national depuis 2006 (en M€)



Source : CNSA.

* Les crédits dédiés aux établissements et services médico-sociaux (en M€)



Source : CNSA.

REPÈRES

* Des établissements et services pour les personnes âgées et les personnes handicapées

Des réponses à tous les âges de la vie

Domaines de la vie	Âge	Accompagnement médico-social
Accueil petite enfance Scolarisation Éducation ¹ Formation prof.	0-19 ans	CAMSP – CMPP – SESSAD – IME – ITEP – IEM – Instituts déficience sensorielle – Établissements polyhandicap • 105 900 places en établissements • 286 300 places en services ou en soins ambulatoires : - 46 300 en SESSAD - 65 000 en CAMSP ² - 175 000 en CMPP ²
Formation prof. Emploi Logement et vie sociale Accueil et accompagnement médicalisé	20-59 ans	ESAT – CRP – CPO • 117 000 places en ESAT • 11 100 places en CRP-CPO SAVS – SAMSAH – SSIAD – FAM – MAS – FH – FV • 50 300 places dans les services intervenant à domicile • 26 000 places en MAS • 23 100 places en FAM et 3 000 places en FP • 40 700 places en FH • 49 700 places en FV
Aide et soins à domicile Hébergement (médicalisé ou non)	60 ans et plus 75 ans et plus	SSIAD – SPASAD – EHPAD – USLD – FL – AJ – HT • 846 100 places pour personnes âgées en perte d'autonomie dont : - 545 000 places en EHPAD - 32 400 places en USLD - 115 300 places en SSIAD et SPASAD - 21 400 places en AJ, HT - 132 000 logements en foyers-logements et places en maisons de retraite non médicalisés

Source : STATISS 2013 (DREES).

1. 225 500 élèves handicapés sont scolarisés en milieu ordinaire et 79 900 en unité d'enseignement dans les établissements médico-sociaux et sanitaires (source : ministère de l'Éducation nationale – Repères et références statistiques 2013).

2. Enquête ES (établissements spécialisés) – DREES 2010.

Lexique

Établissements et services relevant, au moins partiellement, d'un financement de l'assurance maladie :

AJ, HT : Accueil de jour, Hébergement temporaire

CAMSP : Centre d'action médico-sociale précoce

CMPP : Centre médico-psycho-pédagogique

CRP-CPO : Centre de rééducation professionnelle – Centre de préorientation

EHPAD : Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

FAM : Foyer d'accueil médicalisé

FP : Foyer polyvalent

IEM : Institut d'éducation motrice

IME : Institut médico-éducatif

ITEP : Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique

MAS : Maison d'accueil spécialisée

SAMSAH : Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés

SESSAD : Service d'éducation spéciale et de soins à domicile

SSIAD : Service de soins infirmiers à domicile

USLD : Unité de soins de longue durée

Établissements et services relevant d'autres financements :

ESAT : Établissement et service d'aide par le travail

FH : Foyer d'hébergement

FV : Foyer de vie

FL : Foyer-logement non médicalisé

SAVS : Service d'accompagnement à la vie sociale

REPÈRES

* Des écarts territoriaux à réduire

La répartition et les coûts des établissements et services médico-sociaux sont inégaux sur le territoire national. La réduction des écarts est un objectif posé par la loi, que la CNSA doit contribuer à atteindre. Elle est mesurée par les indicateurs du programme de qualité et d'efficience « Invalidité et dispositifs gérés par la CNSA » annexé à la loi de financement de la sécurité sociale.

Évolution des écarts territoriaux d'équipements entre 2011 et 2012

Personnes handicapées

Objectif : Réduction des écarts	Interrégional		Interdépartemental	
	PH adultes	PH enfants	PH adultes	PH enfants
Écart d'équipement en nombre de places d'établissements et services	stable	en baisse	en baisse	en baisse
Écart d'équipement en dépenses d'assurance maladie* pour 1 000 hab.	stable	stable	en baisse	en baisse

« Stable » signifie ici que l'écart est inférieur ou supérieur de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Personnes âgées

Objectif : Réduction des écarts	Interrégional	Interdépartemental
Écart d'équipement en nombre de places d'établissements et services	en baisse	en baisse
Écart d'équipement en dépenses d'assurance maladie* pour 1 000 hab.	en baisse	en baisse

* les dépenses d'assurance maladie prises en compte ici sont :

– pour le secteur « personnes handicapées », l'ensemble des versements effectués aux ESMS ;
– pour le secteur « personnes âgées », l'ensemble des versements effectués aux ESMS ;
complétés des versements aux unités de soins de longue durée et des actes infirmiers de soins des infirmiers libéraux.

* Développement de réponses spécifiques

Aux plans pluriannuels de développement de l'offre de la fin des années 2000, dont le déploiement continue à produire des effets en termes de créations de places, succèdent désormais des programmes plus ciblés comme ceux destinés aux personnes avec handicaps rares ou aux personnes avec troubles envahissants du développement.

Schéma Handicaps rares 2009-2013 :

- création du Groupement national de coopération des handicaps rares ;
- création d'un quatrième centre ressource national pour les handicaps rares avec épilepsie sévère ;
- création de seize équipes-relais (soit deux par interrégion, sauf pour la région Océan Indien et l'interrégion Antilles-Guyane, où une équipe-relais est créée) ;
- programmation de places en établissements et services spécifiques handicaps rares : première vague d'un montant de 6,8 M€ en 2012, seconde vague d'un montant de 23,1 M€ en 2013.

Plan Autisme 2013-2015 :

Le plan prévoit un volume de crédits global de 195 M€ pour l'évolution de l'offre médico-sociale, dont la majeure partie est destinée à la création de places nouvelles :

- unités d'enseignement en maternelle : 700 places ;
- SESSAD : 850 places (dont 300 places spécifiques dans le cadre de la mise en place du triptyque repérage / diagnostics / interventions précoces) ;
- accueil temporaire : 350 places ;
- adultes (MAS, FAM, SAMSAH) : 1 500 places.

Le plan prévoit également 40,1 M€ pour le renforcement de l'offre existante, et 17,9 M€ pour le renforcement de l'offre en CAMSP et CMPP (axe relatif au repérage, aux diagnostics et aux interventions précoces).

REPÈRES

* Membres et financeurs des MDPH, groupements d'intérêt public

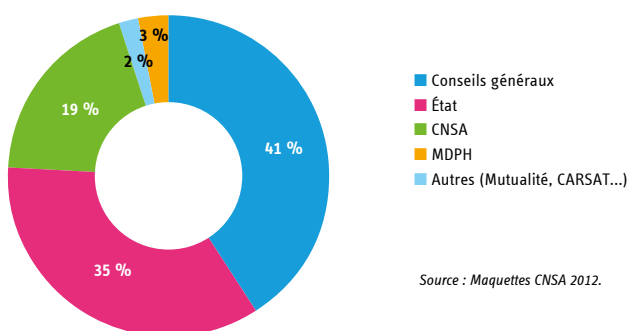
Les membres de droit sont :

- le conseil général ;
- l'État ;
- les organismes locaux d'assurance maladie et d'allocations familiales du régime général.

Les associations de personnes handicapées sont également membres de la commission exécutive.

Les trois principaux contributeurs financiers des MDPH sont :

- le conseil général ;
- l'État ;
- la CNSA.



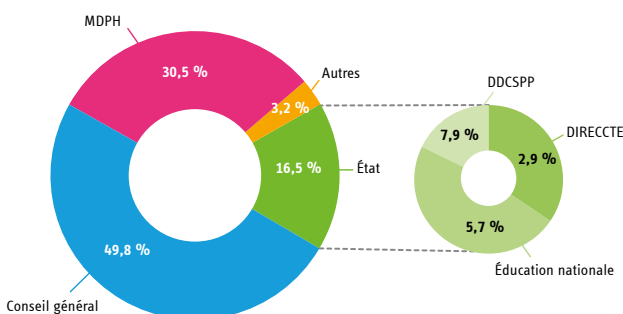
313,1 M€

C'est l'estimation du total des dépenses de fonctionnement globalisées des MDPH en 2012. Les dépenses de personnel représentent 79 % de ce montant.

Source : CNSA, maquettes MDPH 2012.

Des équipes d'origines diverses...

Répartition du nombre d'ETP 2012



REPÈRES

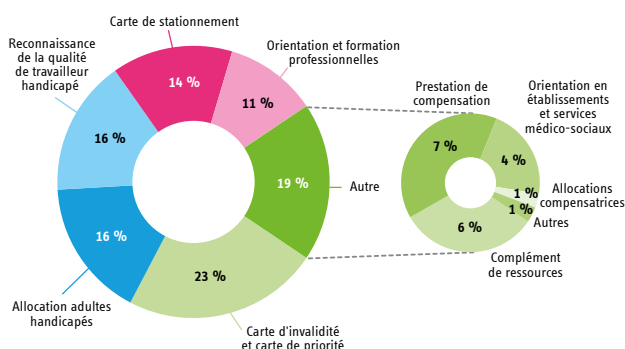
* L'activité des MDPH : l'instruction et l'attribution de nombreuses prestations et décisions d'orientation

Les demandes déposées auprès des maisons départementales sont très diverses. Leur flux est important, mais hétérogène d'un département à l'autre : il se situe entre 27 et 79 demandes pour 1 000 habitants.

Source : CNSA – Échanges annuels avec les MDPH (2012).

Répartition des demandes « adultes » déposées en 2012

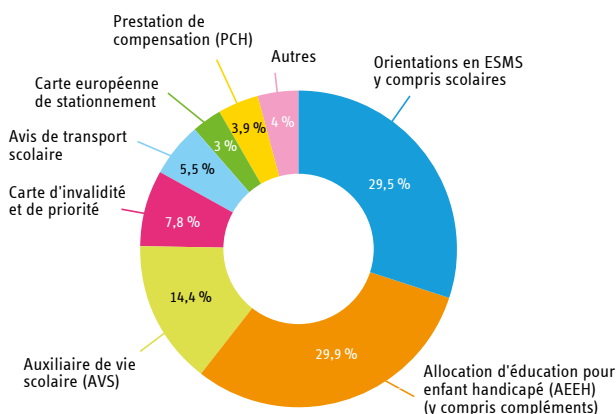
Échantillon : 80 MDPH



Source : Échanges annuels départements/CNSA.

Répartition des demandes « enfants » déposées en 2012

Échantillon : 70 MDPH



Source : Échanges annuels départements/CNSA.

1. Rubrique « Autres » : Creton, avis de matériel pédagogique, autres.

Les avis d'aménagement d'examen, de scolarité, d'orientation, de maintien Creton et de maintien du bénéfice des notes au bac ont été exclus de l'analyse de répartition, car il s'agit de missions traitées par le passé en CDES mais qui ne le sont plus forcément dans les MDPH.

* L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

1 220 830

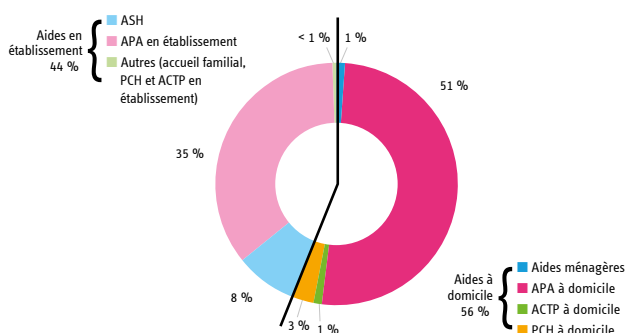
bénéficiaires payés au titre de l'APA en 2012
(728 252 à domicile – 492 578 en établissement)

5,369 Md€

c'est le montant des dépenses totales pour l'APA en 2012

Sources : CNSA 2014, conseils généraux.

Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement au 31 décembre 2012



Champ : France métropolitaine.

Source : DREES, enquête « Aide sociale » 2012.

L'APA : des plafonds en fonction de la perte d'autonomie

L'APA est attribuée à domicile ou en établissement.

L'APA à domicile est destinée aux personnes âgées qui ont besoin d'une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie quotidienne ou dont l'état nécessite une surveillance régulière. Le montant de l'allocation est fixé en fonction des besoins de la personne, précisés dans le cadre d'un plan d'aide et en tenant compte de tarifs réglementaires en fonction du degré de perte d'autonomie (les GIR). Les personnes sont ainsi réparties entre quatre groupes iso-ressources (GIR), en fonction du degré de perte d'autonomie, allant de 1 (moins grande autonomie) à 4 (plus grande autonomie). Le niveau de participation de la personne varie selon ses ressources.

Les plafonds financiers mensuels au 1^{er} avril 2013 pour ces quatre groupes sont :

- GIR 1 : 1 304,84 €
- GIR 2 : 1 118,43 €
- GIR 3 : 838,83 €
- GIR 4 : 559,22 €

Pourcentage de bénéficiaires de l'APA par GIR au 31 décembre 2012

	À domicile	En établissement
• GIR 1 :	2,4 %	18,9 %
• GIR 2 :	17 %	40,8 %
• GIR 3 :	22 %	17,3 %
• GIR 4 :	59 %	23 %

Source : DREES, enquête « Aide sociale » 2012.

REPÈRES

* La prestation de compensation du handicap (PCH)

163 000

personnes ont été payées au titre de la PCH en décembre 2013

Source : DREES
(enquête 4^e trimestre 2013).

1,516 Md€

c'est le montant des dépenses totales pour la PCH en 2013

Sources : CNSA 2014,
estimation DGFIP.

Nombre moyen de décisions PCH prises par mois



Source : enquête mensuelle PCH, CNSA, année 2013 : données provisoires extrapolées à la population française.

En 2013, **46,5%** des décisions de PCH donnent lieu à un accord.

La PCH : des plafonds selon les éléments de la prestation

La PCH peut être affectée à des charges de natures différentes, selon les besoins liés au handicap. La prestation est construite autour des différents éléments auxquels les personnes handicapées peuvent prétendre. Chaque élément est attribué, en fonction des besoins recensés dans le plan personnalisé de compensation, dans la limite d'un plafond.

Les plafonds par éléments, fixés au niveau national

1	Aide humaine	Tarif horaire qui varie selon le mode de recours à l'aide : <ul style="list-style-type: none">• 12,26 €/h pour l'emploi direct• 13,48 €/h pour un service mandataire• 17,59 €/h pour un service prestataire• 3,62 €/h pour un aidant familial dédommagé• 5,43 €/h pour un aidant familial dédommagé (si cessation totale ou partielle d'une activité professionnelle)
2	Aides techniques	3 960 € pour 3 ans (sauf cas de déplaçonnement)
3	Aménagement du logement	10 000 € pour 10 ans
	Aménagement du véhicule, surcoûts liés au transport	5 000 € (ou 12 000 € sous conditions) pour 5 ans
4	Charges spécifiques ou exceptionnelles	100 € par mois 1 800 € pour 3 ans
5	Aide animalière	3 000 € pour 5 ans